

Cher Président Frémont, Chère Provost Scott,

L'Institut d'études féministes et de genre vous écrit afin d'exprimer une profonde inquiétude quant aux mesures que l'on nous demande de prendre pour répondre aux rapports alarmants communiqués par vos bureaux concernant le budget.

L'Institut reconnaît faire partie d'une communauté académique plus large, qui travaille en collaboration et de manière transparente à la poursuite de ses objectifs d'excellence académique en matière d'enseignement, de recherche et d'expériences intellectuelles générales pour une variété de personnes comprenant les étudiant.e.s, le personnel, le corps enseignant, les organisations et membres de la communauté. Nous avons toutefois le sentiment que l'administration centrale de cette université, dans son approche de la communication du budget, n'a pas interagi avec la communauté universitaire dans son sens large et de manière transparente, honnête ou collaborative.

Les multiples présentations du budget ont été faites suivant un mode descendant, en s'adressant aux membres de notre communauté d'une manière irrespectueuse de notre expertise intellectuelle et opérationnelle. L'approche, observée dans une variété de contextes, dans les unités, les facultés et les réunions publiques, a été paternaliste comme si les membres de nos communautés n'avaient pas la capacité de comprendre le jargon financier, les graphiques ou les documents présentés, tout en accordant très peu de place à une véritable discussion.

Tout d'abord, nous sommes préoccupé.e.s par le fait que le point central de la discussion financière soit placé sur le budget. Nous sommes conscient.e.s du fait que le budget n'est qu'un des nombreux documents financiers. Le budget est un document prospectif, une prédiction, un plan en quelque sorte, et non un document qui présente les résultats réels d'un exercice financier. L'Institut a examiné les documents financiers accessibles au public, notamment les états financiers vérifiés par un tiers indépendant, qui présentent les résultats réels d'un exercice financier. En choisissant de centrer l'environnement fiscal de l'université sur un budget, l'Institut estime que non seulement l'université fournit une image incomplète, mais qu'elle utilise également le budget comme un outil pour manipuler la communauté et la rendre craintive quant à la situation financière de l'université. Bien que nous comprenions que l'on puisse vouloir adopter une approche conservatrice ou prudente de la planification budgétaire, l'utilisation du budget pour communiquer que l'université est dans un état de crise, dans un péril apocalyptique, nous semble inadmissible lorsqu'elle est comparée à d'autres documents financiers qui fournissent le contexte d'un tableau financier plus complet.

En particulier, nous estimons que cette crise est une fiction. Lorsqu'il est communiqué que les marchés financiers ont affecté nos revenus prévisionnels, nous sommes conscient.e.s que ces investissements ne représentent qu'environ 5,2% de nos revenus. Et dans ces 5,2 %, nous comprenons également que les valeurs sous-jacentes des actifs peuvent varier dans le temps, mais cela est différent des revenus réalisés à partir de ces investissements, qui ont fourni des rendements constants dans les états financiers. Se concentrer sur les pertes non réalisées est inapproprié.

Nous comprenons qu'environ 70 % de nos revenus proviennent des frais de scolarité et des subventions globales de la province, ainsi que des subventions de recherche et des activités auxiliaires. Nous nous demandons pourquoi nos dirigeant.e.s ne font pas plus d'efforts pour faire pression sur le gouvernement en ce qui concerne les contributions provinciales plutôt que de demander à nos membres d'adopter des mesures d'austérité qui ne sont pas bénéfiques à la viabilité de l'environnement universitaire à long terme.

L'Institut comprend également que l'université a entrepris récemment d'importantes dépenses d'investissement ponctuelles qui ont eu une incidence sur nos dépenses, mais nous comprenons également qu'il s'agit de dépenses d'investissement distinctes des dépenses de fonctionnement que l'université doit assumer chaque année. Les dépenses en capital de cette nature ne sont pas annuelles ou récurrentes de la même manière, et de les présenter comme telles est malhonnête.

Nous sommes également conscient.e.s que les pertes réelles consolidées s'élèvent à 0,7 et 0,3 % respectivement pour 2021 et 2022 avant de tenir compte de la valeur des investissements. Ces pertes réelles tiennent compte de l'excédent de 30 millions de dollars en recettes opérationnelles. Les pertes ne sont donc pas le résultat de nos opérations mais d'autres dépenses.

Deuxièmement, à la suite de notre première préoccupation soulevée plus haut, le budget n'est qu'une partie de l'histoire et l'Institut est préoccupé par le fait que l'université utilise ce seul outil financier comme un moyen de pousser à des changements fondamentaux dans la façon dont nous enseignons, faisons de la recherche et fonctionnons. Il s'agit d'une approche malhonnête qui ne respecte pas l'expertise des facultés et des départements, qui sont les gardien.ne.s de leurs programmes et les mieux placé.e.s pour discuter des changements. S'il y a des raisons valables de changer la façon dont nous assurons nos fonctions de base, une véritable discussion, dans la transparence et la collaboration, est nécessaire. Le budget ne doit pas être déployé comme un moyen de nous forcer à prendre des mesures qui augmentent nos charges de travail, mettent en péril l'expérience de nos étudiant.e.s,

sans parler de la réputation de l'université, et perturbent l'équilibre déjà délicat de la santé de nos membres.

L'Institut demande à nos dirigeant.e.s de l'administration centrale de s'engager avec nous de manière plus transparente et honnête plutôt que d'utiliser le budget comme une tactique de peur, un mécanisme pour imposer des changements unilatéraux à nos programmes et charges de travail sans notre consultation et collaboration experte. Nous demandons à l'administration centrale de mettre en contexte l'information que vous fournissez au grand public universitaire et de répondre aux questions suivantes : *pourquoi pensez-vous que nous devrions porter le poids des réductions proposées alors que nous ne voyons pas la nécessité de telles mesures compte tenu de l'examen complet des états financiers disponibles ?* Bien que nous comprenions que nous ne pouvons pas prédire l'avenir et qu'une approche fiscale prudente doit être adoptée, nous demandons également que l'administration centrale prenne d'autres mesures qui ne mettent pas en péril la qualité de notre travail, notamment en travaillant plus vigoureusement pour réclamer un plus grand engagement de la part de notre gouvernement provincial. Dans notre propre analyse de la situation financière de l'université, nous ne voyons pas pourquoi nous devrions prendre les mesures qui nous ont été communiquées et nous nous interrogeons en fait sur la façon dont la situation financière de notre université est gérée.

Finalement, nous sommes frustré.e.s par la mystification délibérée de la situation financière de l'université et nous ne sommes pas d'accord avec les mesures qui nous sont imposées pour faire face à une soi-disant crise.

Institut d'études féministes et de genre